

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E. v 01)

APPEL D'OFFRES A PROCEDURE ADAPTE

Selon les articles R 2113-1 et R 2124-1 du Code de la Commande publique

Objet :

REFECTION TOITURE AUDITORIUM HOTEL CONSULAIRE.

Marché N° : CCI-973-04/25

(C.C.A.P.)

Maître de l'ouvrage- Pouvoir Adjudicateur :

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LA GUYANE**

**Place de l'Esplanade – BP 49
97 321 CAYENNE Cedex**

Tél : 0594 299 600

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1- Objet du marché - Emplacement des travaux

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent des prestations afférentes à :

L'OPÉRATION DE RÉFECTION DE LA TOITURE DE L'AUDITORIUM DE L'HOTEL CONSULAIRE DE LA CCI GUYANE.

Les travaux seront attribués à une entreprise générale ou à un groupement d'entreprises conjoint ou en lots séparés.

En tout état de cause, pour sauvegarder les droits des sous-traitants, chaque entreprise précisera dans l'acte spécial la part de travaux qu'elle envisage de sous-traiter et le montant de ces travaux, étant entendu que la sous-traitance ne peut porter sur la totalité du lot, mais seulement sur une ou plusieurs parties d'un lot.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de chacun des lots complétés par les plans établis par les concepteurs.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de REMIRE jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2- Lots

Sans objet

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Sauf modifications, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

A) Pièces particulières

- 1 – l'acte d'engagement (A.E), le calendrier prévisionnel d'exécution et le planning cadre de l'OPC.
- 2 – le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- 3 – le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et, s'il est nécessaire, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- 4 – les plans représentant les ouvrages à exécuter et leur liste.
- 5 – le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 et comportant les dates de début et de fin des travaux.
- 6 – l'offre technique du titulaire et les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire.
- 7 – les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

B) Pièces générales

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (mo défini au 3.3) :

- ☐ Cahier des Clauses Techniques générales (C.C.T.G) applicables aux marchés de travaux Bâtiment.
- ☐ Cahier des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
- ☐ Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de travaux
- ☐ En l'absence du C.C.S des DTU, les règles, recommandations et guides techniques publiés par les unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du bâtiment.
- ☐ Normes européennes.
- ☐ Normes de l'Association Française de Normalisation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

En cas de contradiction ou de différence, l'article 4 du C.C.A.G. s'applique.

ARTICLE 3 -PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

Les paiements sont répartis entre l'entrepreneur, ses cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

3.2 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Les prix du marché sont hors T.V.A.

3.2.1 – Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles : intempéries et autres phénomènes naturels **habituels dans la région d'exécution des travaux.**

Le montant du marché ou le montant du poste "frais de coordination" qui figure, s'il y a lieu, dans l'acte d'engagement est réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux faisant l'objet des divers lots, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution de ces lots.

Les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du mandataire, du titulaire ou du cotraitant auquel le lot est assigné pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix afférents au lot assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9 du CCAG.

3.2.2 - Il n'y a pas de facilités particulières accordées à l'entrepreneur au-delà de celles prévues au 8.4.1 ci-après.

3.2.3 – Marchés passés par corps d'état séparés

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont exprimés en euros hors TVA auxquels on appliquera le taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des travaux. (TVA actuelle en Guyane : 0%)

L'entrepreneur doit tenir compte dans sa proposition de prix des indications suivantes :

- ☐ les fournitures ou les travaux doivent être livrés et exécutés complets et conformes en tous points aux stipulations du marché et aux règles de l'art et satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres.
- ☐ Au cas où certains détails indiqués sur les plans ne figurent pas dans le C.C.T.P. et ses annexes correspondants ou vice versa, il est de convention expresse que l'entrepreneur doit en tenir compte dans sa fourniture sans qu'il puisse de ce fait, prétendre à une majoration de prix. Il est en outre, expressément convenu que les dessins, spécifications, devis descriptifs forment un ensemble qui ne peut être dissocié, et que l'interprétation des discordances qui, éventuellement y sont relevées est de la compétence et de l'autorité du Maître d'œuvre. Le dossier de consultation constitue la liste exhaustive des documents fournis aux entreprises.
- ☐ Les plans d'exécution concernant chaque lot sont à la charge des Entreprises.
- ☐ La signature du marché, et a fortiori, le commencement d'exécution comporte de la part de l'entrepreneur l'acceptation pure et simple, sans aucune réserve, de toutes les conditions stipulées dans le marché.
- ☐ De ce fait, le montant du marché ne peut être remis en cause ultérieurement en arguant d'une mauvaise interprétation des documents de consultation ou une méconnaissance des conditions d'exécution.
- ☐ La décomposition du prix global et forfaitaire devra comporter les quantités, prix unitaires et totaux partiels.

Les prix du marché sont établis :

En tenant compte :

- ☐ des dépenses communes de chantier visées au 11 (12 en cas de groupement) de l'article 10 du C.C.A.G.
- ☐ des frais d'études de détails d'exécution n'entrant pas dans la mission de maîtrise d'œuvre.
- ☐ des sujétions qui sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages des autres corps d'états.
- ☐ des sujétions d'organisation du chantier dans le site.
- ☐ des frais de coordination du titulaire vis à vis de ses sous-traitants éventuels y compris la marge pour défaillance éventuelle des sous-traitants et dans le cas de groupement d'entrepreneurs solidaires.
- ☐ que les prix afférents au lot sont réputés comprendre sa participation au compte des dépenses communes, telles qu'elles sont indiquées à l'article 8.0.3 du présent C.C.A.P.

- que chaque entrepreneur sauf dérogation portée au C.C.T.P. doit installer à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de sécurité que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments.
- de la sauvegarde des espaces verts existants sur le site de l'établissement (arbres, arbustes, baies, massifs floraux, etc.).
- des mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mises en œuvre notamment d'appareils thermiques.
- de l'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- il devra en outre prendre à sa charge, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :
 - bruits d'origine diverse (camions, tout engins à moteur thermique, compresseurs, scie, tout outils à percussions, etc. ...)
 - odeurs, fumées, gaz (moteur thermique, feux de destruction de vieux bois, papiers, emballages, etc.).
 - poussières d'origine diverse, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc.)
 - détritux divers et gravois, stockage interdit à l'extérieur de l'emprise du chantier.
 - état défectueux des voies d'accès, boue et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations.
 - sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde corps, de leur éclairage artificiel diurne et nocturne et de leur signalisation.
 - avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, chaque entrepreneur devra en référer en temps opportun à la maîtrise d'œuvre.
 - chaque entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais les transports et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.
 - chaque entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par les entrepreneurs d'autres corps d'états sauf indemnisation par ces derniers, si il y a lieu.
 - chaque entrepreneur doit les matériels de levage et de manutention ainsi que des échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.
 - D'autre part, les travaux bruyants devront être exécutés dans des tranches horaires définies par le maître de l'ouvrage. En tout état de cause, le maître d'ouvrage commandera un arrêt immédiat de l'engin responsable du bruit dépassant le seuil tolérable sans que l'entreprise concernée puisse prétendre à une quelconque indemnité de prix, ni prolongation de délai.
 - A ce sujet, il est spécifié que l'importance des bruits de chantier ne devra en aucun cas dépasser 70 décibels aux limites du domaine public (sauf dérogation accordée par le maître de l'ouvrage pour une durée déterminée).
 - Seul l'emploi de compresseur insonorisé est autorisé.
 - en cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrages, les frais résultant des remplacements et remise en état, incombent aux entrepreneurs correspondants, sans que ses dépenses puissent être portées au compte des dépenses communes ou donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.
 - dans la mesure où il intervient sur la voie publique pour l'exécution de son lot, chaque entrepreneur doit le gardiennage de jour sur la voie publique, sur les voies privées de l'établissement où à l'intérieur des bâtiments et établissements pour la protection des passants ou des occupants ainsi que la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

3.2.4 - Règlement des travaux

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- par un prix global forfaitaire dont le libellé est détaillé au bordereau des prix forfaitaires.
- Le règlement du poste installation de chantier s'effectuera à raison de 85 % à la fin de son installation et le solde après son enlèvement.
- par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires.

Règlement des prix ou des ouvrages ou les travaux non prévus

Lorsque les travaux modificatifs ou non prévus, ordonnées par le maître de l'ouvrage, modifient l'importance d'ouvrages dus au forfait, la modification correspondante du prix global et forfaitaire est calculée, en appliquant aux quantités ordonnées en plus ou moins, le prix unitaire de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Lorsque les prix du marché ne sont pas applicables, des travaux modificatifs seront réglés :

- à l'aide de prix nouveaux arrêtés en accord, établis sur les mêmes bases que ceux de la décomposition du prix global et forfaitaire, dans les conditions prévues à l'article 13 du C.C.A.G.

De plus, aucun travail modificatif (en plus ou en moins) qu'il soit réalisé ou pas, ne donnera lieu à une indemnité pour études supplémentaires.

Il est formellement interdit de réaliser des travaux modificatifs, même de faible importance, avant approbation par le Maître de l'Ouvrage et notification à l'entreprise de l'Ordre de Service ou de l'Avenant correspondant.

En cas d'urgence, et avec l'accord du Maître de l'Ouvrage, les travaux pourront être réalisés après approbation du devis par le Maître de l'Ouvrage.

3.2.5 - Travaux en régie

Il n'y a pas de travaux en régie prévus

3.2.6 - Acomptes mensuels

Le règlement des comptes du marché se fera par des acomptes mensuels et un solde établi et mandaté comme il est indiqué à l'article 12 du C.C.A.G.

L'entreprise remettra sa demande d'acompte au maître d'œuvre qui l'acceptera ou la modifiera. La demande d'acompte afférent aux travaux exécutés le mois M sera arrêtée le dernier jour du mois M et devra être transmise au maître d'œuvre au plus tard avant le 5 du mois M+1 en vue de sa vérification par celui-ci.

Les projets de décompte seront cumulatifs.

Les projets de décomptes seront présentés en prenant pour base la décomposition du prix global forfaitaire.

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

3.2.7 - Approvisionnements

Pour l'application de l'article 10.4 du C.C.A.G., il est précisé que les approvisionnements figurant aux bordereaux des prix de chacun des marchés peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

3.3 - Variation dans les prix

3.3.1 - Les prix sont fermes actualisables.

3.3.2 - réglées par les stipulations ci-après :

La réglementation applicable pour la révision des prix est celle en vigueur à la date limite de remise des offres.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » indiqué dans l'acte d'engagement.

3.3.3 - Indice ou index de référence

L'index national I de référence choisi pour l'actualisation des prix des travaux de bâtiment est BT

3.3.4 Modalités d'application des clauses de variation des prix

Les modalités d'actualisation des prix au cas où le marché est passé à prix ferme actualisable répondent aux dispositions particulières suivantes : si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre le mois d'établissement des prix et le mois « in » de notification du marché ou de l'ordre de service de commencer les travaux, lorsqu'ils sont différents, les prix du marché peuvent être actualisés par le jeu de la formule suivante :

$$A = \frac{I(d-3)}{I_0}$$

Dans laquelle :

A = coefficient de révision applicable pour le calcul de l'acompte du mois n

I_0 et $I(d-3)$ sont des valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3), par l'indice ou l'index référence I du marché, du lot considéré ou de la tranche.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement du coefficient de révision au millième supérieur.

3.3.5 Actualisation ou révision provisoire

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4 - Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés. L'agrément du sous-traitant sera fait conformément au code des marchés publics.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse du sous-traitant
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - Les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes
 - La date (ou le mois) d'établissement des prix
 - Les modalités de révision de prix
- Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses
- Le comptable assignataire des paiements

Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque sous-traité, sont précisés notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

Lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement des ces sommes.

Le silence de la personne responsable du marché gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le dossier sera complété par :

- ☐ l'attestation d'assurance en cours de validité de la responsabilité civile professionnelle et décennale conforme à la loi n° 78-12 du 04 janvier 1978.
- ☐ la déclaration du candidat conforme au règlement de consultation, y compris les attestations prévues concernant les impôts, sécurité sociale et, le cas échéant congés payés avec la mention originale sur tous les exemplaires « certifié conforme à l'original » (ou imprimé NOTI2 dûment rempli et signé).
- ☐ l'attestation prévue au code des marchés publics.
- ☐ la photocopie de la carte de qualification professionnelle en cours de validité.

3.4.1 - Délais de paiement

Le paiement de l'acompte doit intervenir trente (30) jours au plus tard et après la date à laquelle le projet de décompte a été remis par l'entrepreneur au Maître d'œuvre.

Pour établir la date de départ des droits à paiement, le Maître d'œuvre portera sur la situation de l'entreprise la date à laquelle il l'aura reçue.

3.4.2 - Suspension de délais

Par dérogation aux articles 13.23 et 13.43 du C.C.A.G. si du fait de l'entrepreneur il ne peut être procédé aux opérations ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de mandatement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le Maître d'œuvre à l'entrepreneur, huit jours au moins avant l'expiration du délai de mandatement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables à l'entrepreneur s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de mandatement.

La suspension débute au jour de réception par l'entrepreneur de cette lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyé par l'entrepreneur comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau de pièces transmises.

Si le délai de mandatement restant à courir à compter de la fin de la suspension est inférieur à quinze jours, l'ordonnateur dispose toutefois pour mandater, d'un délai de QUINZE JOURS.

3.6 - Décompte final

Les dispositions de l'article 12-3 du CCAG travaux marchés publics s'appliquent.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12-4 du CCAG travaux, le règlement du solde intervient à compter de la date d'acceptation du décompte général et définitif par le titulaire. Les autres dispositions définies à l'article 12-4 du CCAG travaux marchés publics relatives au décompte général et au solde sont applicables.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délais d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et éventuellement dans le calendrier prévisionnel annexé. Ce délai commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux tous corps d'état. Le planning d'exécution sera mis au point durant la période de préparation dans le cadre du délai indiqué au présent article du C.C.A.P. Les entreprises seront tenues contractuellement de le respecter.

Dans ce délai global sont compris :

- la période de préparation (1 mois)
- la ou les périodes de congés payés, l'activité sur le chantier étant à maintenir
- les intempéries dans la limite fixée à l'article 4.2. ci-après
- les délais d'exécution propres à chacun des lots
 - * toutes les phases préparatoires aux opérations préalables à la réception
 - * le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à dispositions des entrepreneurs.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18 du C.C.A.G, le nombre de journée d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 (dix) jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18 du C.C.A.G, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels dépassera l'intensité limite ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Précipitation	30 mm/24 heures les jours travaillés
Précipitation	100 mm/7 jours consécutifs

L'application de ces prolongations de délais est limitée aux seules entreprises de G.O, charpente-couverture et peinture extérieure.

4.2.1 - Calendrier détaillé d'exécution

Les travaux tous corps d'état seront exécutés dans le délai suivant : **Quatre (2) mois (durée totale).**

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité impérative de respecter ce calendrier pour des raisons de compatibilité avec les contraintes de fonctionnement du site.

Tout retard donnera lieu à l'application des pénalités prévues dans le présent cahier des clauses administratives particulières et, le cas échéant, à des demandes d'indemnités destinées à couvrir le préjudice qu'il aura entraîné pour la Chambre de Commerce et d'Industrie de Guyane.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre, pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les Entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'Œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés 10 (dix) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent CCAP.

4.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

4.3.1 - Retards dans les travaux

L'entrepreneur subira en cas de non-respect de la date limite d'achèvement des travaux, les pénalités journalières suivantes :

- Pour chacun des dix premiers jours de retard 600 €
- Pour chaque jour de retard ultérieur 1000 €

4.3.2 - Rendez-vous de chantier

- L'entrepreneur subira pour un retard supérieur à 15 minutes au rendez-vous de chantier, une pénalité de 75 € (soixante-quinze euros)
- L'entrepreneur subira pour une absence au rendez-vous de chantier, une pénalité de 150 € (cent cinquante euros).

Tout empêchement devra être signalé **par courriel 24 heures à l'avance** pour être pris en compte. Sera considérée comme absence la représentation par une personne non qualifiée ou n'ayant pas le pouvoir de décision. L'entreprise désignera un interlocuteur unique pour le chantier, lequel sera maintenu pendant toute la durée de l'opération.

- L'entrepreneur subira pour toute utilisation de téléphone portable au rendez-vous de chantier, une pénalité de 75€.

4.3 .3 - Documents d'exécution

L'entrepreneur subira par jour de retard dans la transmission des plans d'exécution, échantillons, documents techniques une pénalité de 150€ (cent cinquante euros) par jour calendaire.

4.3 .4 - Provision de pénalités

Le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence ou de l'échelonnement des travaux fixés par le planning, tout dépassement en cours d'exécution des délais correspondant aux phases de travaux qui y sont figurées donne le droit au Maître d'Ouvrage d'exiger de l'entreprise responsable la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte demandé.

Cette retenue sera faite sur la base du montant de pénalité définie en 4-3.1 par jour calendaire de retard.

La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning contractuel calé à la date de l'ordre de service.

Lorsque la suite d'une première constatation de retard une provision est constituée dans les conditions ci-dessus, son montant est, le cas échéant, au cours des mois suivants, réduit ou augmenté selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard de l'Entrepreneur.

En fin de marché, la retenue pour provision est libérée sans préjudice de l'application au décompte définitif de l'entrepreneur de la pénalité qui aura été fixée à son encontre.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

À la fin des travaux, dans le délai de 10 (dix) jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, l'entrepreneur doit avoir fini de procéder au dégagement et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'Entreprise après mise en demeure recommandée par ordre de service avec un délai complémentaire maximum de 15 jours calendaires supplémentaires, sans préjudices d'une pénalité de 500 € (Cinq cent euros) par jour de retard.

4.5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En dérogation de l'article 40 du CCAG, les plans et autres documents conformes à l'exécution sont à fournir à la réception des ouvrages comme les notices de fonctionnement et d'entretien.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue forfaitaire provisoire fixée à : 2.000 € (Trois mille euros) sera opérée. Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du C.C.A.G.

Au-delà de 2 mois suivant la réception, après mise en demeure préalable si les documents et plans ci-dessus ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive.

ARTICLE 5 - GARANTIES ET FINANCEMENT

5.1 - Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché sera appliquée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande au gré du titulaire. Si la caution ou la garantie ne sont pas présentées lors de la première demande d'acompte, la retenue de garantie sera appliquée.

La retenue de garantie est remboursée, la caution ou la garantie à première demande sont libérées au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie, sauf si la personne responsable du marché a notifié par lettre recommandée que le titulaire n'a pas correctement exécuté ses prestations avant expiration du délai de garantie.

En cas de réserves notifiées et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie est remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie, libérées au plus tard un mois après la date de la levée de ces réserves. Le mandataire doit délivrer, alors, une main levée pour qu'il soit mis fin à l'engagement de ces organismes ayant délivré leur garantie ou leur caution.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires seront versés par le maître de l'ouvrage.

5.2 - Avance forfaitaire

Une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché, dans l'acte d'engagement, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le versement de cette avance est, pour les marchés des collectivités territoriales, conditionné par la constitution d'une garantie à première demande ou, d'une caution personnelle et solidaire spécifique, d'un montant équivalent à la dite avance.

Cette caution ou cette garantie à première demande sera restituée à la fin de la résorption de l'avance.

Le montant de l'avance sera égal à 5,00 % du montant initial du marché en prix de base dans les 12 (douze) premiers mois, à compter de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché ou de la tranche.

En cas de marchés à bons de commande comportant un minimum, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant minimum du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance forfaitaire est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le règlement de l'avance forfaitaire interviendra dans les conditions prévues à l'article 3.3.6 du présent C.C.A.P. Aucune retenue de garantie ne sera effectuée sur cette avance.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant en prix de base des travaux à l'entreprise et des approvisionnements existant sur le chantier qui figure à une demande d'acompte mensuel atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant du marché.

Lorsque le marché est passé à l'entreprise générale, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances s'appliquent alors au montant en prix de base des travaux de chaque lot ou des travaux sous-traités.

En cas de sous-traitance, le versement de l'avance est effectué à la demande du sous-traitant, il est égal à 5 % du montant des travaux sous-traités à exécuter dans les 12 premiers mois, à compter de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de ces prestations. Ce versement est subordonné, s'il y a lieu, au remboursement par le titulaire de la partie d'avance forfaitaire qui lui a été versée. Le titulaire prendra en compte le versement de cette avance et son remboursement pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Le sous-traitant est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produit

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes nationales et Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

6.2 - Mise à disposition de lieux d'emprunt

Sans objet

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 - Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par le maître d'ouvrage.

6.3.2 - Le C.C.T.P. précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées dans les mêmes conditions qu'au deuxième alinéa de l'article 6.3.1 ci-dessus.

6.3.3 - Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur et rémunérés sur justificatifs.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Le C.C.T.P. désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ou de leur réception par l'entrepreneur, ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

Ces opérations feront l'objet d'une rémunération sur prix unitaires portés au bordereau des prix ou sur prix forfaitaires portés à l'état des prix forfaitaires.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 - Piquetage général

L'entrepreneur sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont censés être implicitement compris dans le prix du marché.

7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que les canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont l'entrepreneur a reçu du maître d'œuvre toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué dans les mêmes conditions qu'au 7.1 ci-dessus.

7.3 - Permission de voirie

Toutes les autorisations et redevances pour occupation du domaine public sont à la charge exclusive des entrepreneurs.

7.4 – Reconnaissance – Etat des lieux

Avant tout commencement des travaux, il sera dressé à la charge du lot G.O, un constat détaillé d'état des lieux des locaux et abords, par un huissier agréé.

Si au cours des travaux, des dégradations sont occasionnées aux ouvrages apparents ou cachés dûment reconnus, seront tenus pour responsables et auront la charge financière de tous frais directs ou indirects consécutifs à cette déprédation : l'ensemble des entreprises dans le cas où ces déprédations seraient le fait d'un auteur inconnu. La répartition des frais étant effectuée au prorata de leurs marchés respectifs.

ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.0 - Période de préparation

Il est fixé une période de préparation, commune à tous les lots d'une durée de 1 mois. Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution. Elle commence à courir à compter de la notification du démarrage du marché.

8.0.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel signé et accepté par les différentes entreprises, pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application des articles 4.1 et 4.3.

8.0.2 - Coordination des travaux

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement et le pilotage sera assurée par un intervenant désigné par le maître d'ouvrage.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ; elle fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets,
- chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

8.1 - Programme d'exécution des travaux

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution assorti du plan de sécurité et d'hygiène, conformément à l'article 28-2 et 28-3 du C.C.A.G. et le soumettra au visa du maître d'œuvre dans le délai de vingt (20) jours suivant la notification du marché.

8.2 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et seront présentés maître d'œuvre.

L'entrepreneur avant exécution des travaux, devra s'assurer que les plans d'exécution (avec les notes de calcul correspondantes) ont bien été approuvés par le bureau de contrôle pour être visés par la maîtrise d'œuvre.

La fourniture des documents soumis par l'entrepreneur au visa du maître d'œuvre est effectuée suivant les modalités ci-après :

- en trois exemplaires sous bordereau d'envoi
- remise comme indiqué au C.C.T.P., des différents échantillons : quincaillerie, appareils d'éclairage, et portes, matériel courant faible, pour envoi du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

8.3.1 - La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

8.3.2 - La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Afin de pouvoir vérifier le respect de ces obligations, l'entrepreneur tiendra à la disposition du maître de l'ouvrage et du service de l'Inspection du Travail, la liste nominative des ouvriers qu'il emploie sur le chantier. Il devra également transmettre obligatoirement trimestriellement au maître d'ouvrage un état de la situation de l'entreprise et des salariés au regard des organismes sociaux et de la législation sur la situation des travailleurs étrangers. Il s'oblige également à communiquer à toute réquisition de l'Inspecteur du Travail, ses feuilles de paye. Dans le cas où il sous-traiterait une partie des travaux à une autre entreprise, il est tenu d'imposer les mêmes obligations à ses sous-traitants.

Les sanctions applicables, pour non-respect de ces dispositions, sont les suivantes :

- 1^{er} infraction : une pénalité définitive de 15 000,00 € (Quinze mille euros) sera pratiquée sur le montant du marché.
- 2^{ème} infraction : résiliation de plein droit et exclusion du chantier aux frais et risques de l'entreprise.

8.4 - Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Un Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur SPS dans les conditions prévues par la législation après la notification du marché

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

◆◆ Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;

◆◆ Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;

◆◆ Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1.1 - Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P

Les dispositions du 3 de l'article 24 du C.C.A.G. et de l'article 6.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

9.1.2 - Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

9.2 – Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G Travaux.

9.2.1 - Dans le cas de marchés passés avec une entreprise générale ou avec un groupement conjoint ou solidaire (marché unique)

La date de réception sera unique pour tous les corps d'état. Exceptionnellement, un constat d'achèvement des travaux pourra avoir lieu, à la demande d'un entrepreneur.

9.2.2 - Dans le cas de marchés par lots séparés

La date de réception sera unique pour tous les lots techniques, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsque l'entrepreneur en fera la demande.

9.2.3 - Dispositions particulières

Sauf disposition figurant au C.C.T.P., la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;

9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il sera fait application de l'article 43 du C.C.A.G.

9.4 - Documents fournis après exécution

- ☐ Les plans et autres documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage dans les délais prévus à l'article 4.5 ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du C.C.A.G.
- ☐ Les notices de fonctionnement et d'entretien seront fournies en langue française au format A4 et format informatiques (.pdf).
- ☐ Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format adapté sur papier et au format informatique (dwg et pdf).

Ces documents seront fournis en 2 (deux) exemplaires, dont un reproductible au format (dwg) pour les plans et (pdf) pour les notices.

9.5 - Délais de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G. ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Il est cependant précisé que le délai de garantie des ouvrages ci-après, qui feront l'objet d'un constat d'achèvement partiel des travaux, court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

9.6 - Garantie décennale

L'entrepreneur est tenu d'avoir et de tenir en état de validité une police d'assurance couvrant la réparation des dommages résultant tant d'un effondrement total ou partiel des ouvrages en cours de travaux, que de désordres engageant sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie aux articles 1792, 1792-2 à 1792-6 et 2270 du code civil.

L'entrepreneur devra adresser au maître d'ouvrage avant la signature du marché l'attestation d'assurance de l'année en cours portant mention de l'étendu de la garantie. La non-production de cette attestation est un obstacle à la conclusion du marché.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants, afin de les produire à toute réclamation de maître d'ouvrage.

9.7 - Garanties particulières

L'Entrepreneur garantit contre tout défaut de fonctionnement les éléments d'installation ci-après :

- électricité courants forts et faibles pendant un délai de UN (1) an, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'Entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'œuvre, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution en application des critères et dans les termes définis :

9.7.1 - Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

L'Entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection (peinture, vernis, traitement ignifuge et anti-termite ...) et son aspect pendant **un délai de DEUX (2) ans**, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'Entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'œuvre, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution en application des critères et dans les termes définis :

- par le C.C.T.G.: fascicule G.P.E.M./P.V. - P.62* (décision n° 23)
- par les C.C.T.P.

9.7.2 - Garantie particulière d'étanchéité

L'Entrepreneur **garantie** le Maître d'Ouvrage **contre tout défaut d'étanchéité pendant un délai de DIX (10) ans** à partir de la date de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'Entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'œuvre, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9.7.3 - Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

L'Entrepreneur **garantit la bonne tenue du système de protection et son aspect pendant un délai de DEUX (2) ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie s'applique à l'Entrepreneur qui a en charge la fourniture de la pièce métallique incriminée. En ce qui concerne les couvertures métalliques assurant l'étanchéité des bâtiments, la garantie contre la corrosion est portée à DIX (10) ans.

Cette garantie engage l'Entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'œuvre, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis

- par le C.C.T.G.: fascicule G.P.E.M. /P.V. - P.61* (décision n° 22)
- par les C.C.T.P.

9.8 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux en indiquant le montant des garanties,

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-2 et 2270 du Code Civil. L'attestation établie en original que présentera l'entreprise devra obligatoirement préciser,

- Le chantier nommément concerné
- La durée des travaux
- La nature des travaux pour lesquels l'entreprise est assurée

9.8.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché. Son *contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou co-traitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.*

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pour toute la durée des travaux. Il est précisé que l'entrepreneur déclare être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

9.8.2 - Assurance des travaux

- Assurance Dommages - Ouvrage

Si le maître d'ouvrage souscrit une police dommages - ouvrage, l'architecte et les entrepreneurs lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur. Cependant, toute surprime exigée par les assureurs du fait d'un cocontractant ou d'un sous-traitant, sera mise à la charge des entrepreneurs concernés, et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

Au cas où le montant du chantier l'exigerait, l'entrepreneur obtiendra auprès de ses assureurs une abrogation de la règle proportionnelle.

En cas de sinistre en cours de chantier, l'entrepreneur ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

9.9 - Contrôle technique

Si une convention de contrôle technique est signée entre le maître d'ouvrage et le contrôleur technique, l'entrepreneur devra communiquer au contrôleur technique tous les documents et éléments nécessaires à ce dernier pour qu'il puisse exécuter sa mission.

Si l'entrepreneur est chargé des plans d'exécution des ouvrages, il devra procéder à leur établissement et obtenir les visas du contrôleur technique et du maître d'œuvre, avant tout commencement d'exécution.

Le paiement des honoraires de contrôle technique sera effectué directement par le maître d'ouvrage sans aucune retenue à l'entrepreneur.

9.10 – Résiliation

Les dispositions de l'article 50 à 54 du CCAG sont applicables au présent marché.

En complément de ces dispositions, le pouvoir adjudicateur résilie le marché, aux torts du titulaire :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire du marché (soit au stade de sa candidature, soit au stade de l'attribution). Dans ce cas, par dérogation à l'article 50 du CCAG Travaux, la résiliation du marché s'effectuera sans mise en demeure préalable.
- En cas de non-transmission des documents visés à l'article R.324-4 et R.324-7 du code du travail.

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché après un retard dans l'exécution des travaux de plus de soixante jours (hors aléas et intempéries).

9.11 - Procédure contentieuse – Arbitrage

Il est ajouté au 32 de l'article 50 du C.C.A.G., le 3ème alinéa suivant :

*"Le délai de six mois est également suspendu si, après accord entre les parties, celles-ci ont convenu de recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.
Les frais d'expertise et d'arbitrage exposés par ces procédures sont partagés par moitié, entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur".*

Tout litige survenant dans l'application du présent document sera du ressort des tribunaux compétents.

ARTICLE 10 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est notamment dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG travaux Marchés Publics par les articles correspondant cités ci-après du CCAP. :

- A l'article 40 - 3e alinéa du CCAG par l'article 4.5 du CCAP

A....., le.....

Lu et accepté,

L'(es) entrepreneur(s) titulaires(s)
ou le mandataire du groupement.